

L'incertitude règne à un mois des élections parlementaires en Espagne

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

Le 20 décembre prochain, les Espagnols renouvelleront les 2 chambres du Parlement (Congrès des députés et Sénat). A un mois du scrutin, le Parti populaire (PP) du Premier ministre sortant Mariano Rajoy fait la course en tête mais ne semble pas en mesure d'obtenir, seul, la majorité absolue.

Les Espagnols ont été très affectés par la crise économique qui a débuté en 2008 et la crise politique qui s'en est suivie. Ils expriment une grande défiance à l'égard de leurs responsables politiques. Le bipartisme, prédominant depuis le retour du pays à la démocratie en 1975, est menacé. Le parti qui s'imposera – Parti populaire ou Parti socialiste (PSOE) – dans les urnes devra donc probablement gouverner en coalition avec un autre parti, sans doute Podemos (Nous pouvons) ou Ciudadanos (C's).

A ce jeu d'alliances, le PP est en moins bonne position que son rival socialiste. En effet, une union entre le PP et Podemos étant impossible, le parti de Mariano Rajoy ne peut quasiment se tourner que vers Ciudadanos pour former un gouvernement alors que le PSOE peut envisager une alliance avec l'un ou l'autre des deux partis.

Selon les enquêtes d'opinion, la victoire se dessinera au centre le 20 décembre. Le dernier sondage réalisé par l'institut Sigma Dos et publié le 19 novembre crédite le PP de 27,3% des suffrages devant Ciudadanos (21,4%) et le PSOE (20,5%). Podemos obtiendrait 15,7%. Les enquêtes d'opinion sont néanmoins à prendre avec précaution. L'émergence de deux nouveaux partis et la situation en Catalogne rendent tout pronostic difficile. « *Jamais 4 partis n'ont été aussi proches en Espagne. Tous les scénarios*

sont donc envisageables » a indiqué José Pablo Ferrandiz de l'institut Metroscopia.

L'ESPAGNE EST-ELLE SORTIE DE LA CRISE ?

L'économie espagnole a renoué avec la croissance au milieu de l'année 2013, après 3 années de récession. Entre 2009 et 2013, le PIB du pays a reculé de 7,5 points après l'éclatement de la bulle immobilière. Au pouvoir depuis les élections de novembre 2011, le Premier ministre Mariano Rajoy a mené une politique de réformes structurelles, dont celle du marché du travail en 2012 (assouplissement des règles de licenciement et autorisation du chômage partiel pour les entreprises en difficulté afin de rendre le marché du travail plus flexible), et de nombreuses coupes budgétaires (baisse des effectifs et des rémunérations de la fonction publique, modification du mode de calcul des pensions de retraite).

Madrid a enregistré au 2e trimestre 2015 sa plus forte croissance depuis 2007. Le pays a profité de facteurs extérieurs (chute des prix du pétrole) et de la politique de la Banque centrale européenne (baisse de l'euro et des taux d'intérêt). Selon les analystes, le PIB devrait croître de 3,3% cette année. Le regain de confiance dans l'économie espagnole est net : investissements et demande

intérieure sont en hausse et les entreprises ont gagné en compétitivité et augmenté leurs exportations (de 17% à 23%). Le secteur de la construction, anéanti par l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, est reparti à la hausse. Ainsi, les prix de vente des logements ont cru de 4% l'an passé, soit la plus forte augmentation depuis 7 ans.

Le gouvernement de Mariano Rajoy s'est fixé pour objectif de réduire le déficit budgétaire à 4,2% cette année et pourrait y parvenir, aidé par la croissance des recettes fiscales et la baisse des allocations chômage. Enfin, la dette publique, qui s'établissait à 36,3% du PIB avant la crise, devrait atteindre 98,7% en 2015 mais commencer à diminuer l'année prochaine (98,2%).

Si le taux de chômage est en baisse constante depuis 2 ans et s'établit désormais au-dessous de son niveau de novembre 2011 (4,40 millions de personnes), il reste néanmoins très élevé (21,18% au 3e trimestre 2015, soit 4,18 millions de personnes dont 2,3 millions de chômeurs de longue durée), soit le chiffre le plus élevé de la zone euro après celui de la Grèce. Le Premier ministre a promis que le taux de chômage passerait sous la barre de 20% d'ici à la fin de l'année.

Une récente enquête du Centre de recherches sociologiques (CIS) a révélé que l'emploi constituait la préoccupation principale de 4/5e des Espagnols (81,5%). Si les chiffres sont meilleurs, la qualité des emplois créés est inférieure à celle de ceux qui ont été détruits par la crise économique. En outre, ces emplois sont souvent de courte durée et à temps partiel et les rémunérations proposées faibles. Le salaire minimum est quasiment équivalent en 2015 à ce qu'il était 4 ans auparavant : 648 €.

Les Espagnols peinent à profiter des fruits de l'amélioration de leur niveau de vie dont parle le gouvernement. Le PIB n'a toujours pas retrouvé son niveau de 2008 (1 116 milliards €) ; il s'élevait à 1 058 milliards en 2014. 1 Espagnol sur 4 serait en situation d'exclusion sociale et 14% des salariés vivent avec moins de 7 700 €/an selon l'association Caritas. Par ailleurs, l'Organisation internationale du travail (OIT) a indiqué que l'Espagne était le

pays où les inégalités s'étaient le plus creusées. « *Le travail n'est pas achevé* » a reconnu Mariano Rajoy. « *Nous sommes loin d'avoir surmonté tous les facteurs de vulnérabilité de l'économie* » a indiqué Luis Maria Linde, gouverneur de la Banque d'Espagne.

LE PARTI POPULAIRE BÉNÉFICIERA-T-IL DU RETOUR DE LA CROISSANCE ?

Mariano Rajoy aime mettre en avant que l'Espagne est le pays qui possède la plus forte croissance en Europe et affirme que 500 000 emplois ont été créés en un an grâce au retour de la confiance sur les marchés, fruit de la politique menée par son gouvernement depuis 2011. Pour lui, cette embellie ne pourra perdurer que si le pays conserve sa stabilité politique, ce que seule une victoire du PP aux prochaines élections peut lui assurer. Il met en garde contre le fait de « *casser la croissance* » et contre un éventuel scénario grec. Mariano Rajoy s'est engagé à créer 2 millions d'emplois d'ici à 2018 si son parti se maintient au pouvoir. Il promet une hausse des dépenses sociales et de nouvelles réductions d'impôts. Initialement prévue pour janvier 2016, la dernière baisse de l'impôt sur le revenu (1,5 milliard €) a été avancée de 6 mois et a eu lieu en juillet après une première baisse en début d'année 2015. Elle devrait profiter aux classes moyennes.

Il y a plusieurs semaines, Mariano Rajoy a présenté un budget pour l'année 2016 en expansion qui a fait l'objet d'une admonestation de la part de la Commission européenne le 6 octobre. Bruxelles a en effet jugé que ce budget empêcherait Madrid d'atteindre ses objectifs. « *L'admonestation de la Commission européenne est avant tout un avertissement pour le prochain gouvernement* » a indiqué José Antonio Herce, économiste de l'université Complutense de Madrid.

Le 20 octobre, le Congrès des députés a adopté le budget pour 2016. Celui-ci prône une plus grande redistribution : hausse de 1% des salaires des fonctionnaires – la première en 6 ans – et rétablissement des primes, gelées depuis 2010, dans le secteur public ; hausse de 0,25% des

pensions de retraite ; augmentation des dépenses d'éducation (+ 9,3%), de culture (+ 7,6%) et de santé (+ 5,3%).

Mariano Rajoy peine à traduire sur la scène politique son discours sur les « succès » économiques de son gouvernement. Il s'est fixé pour objectif de remporter entre 140 et 150 sièges au Congrès des députés (la majorité absolue est de 176 dans la chambre basse). Il considère que s'il atteint ce nombre de sièges, aucune coalition gouvernementale ne pourra se former sans son parti. L'objectif est cependant ambitieux.

Le Premier ministre sortant met l'accent sur son bilan et sur l'ancrage de son parti dans le pays. « *Nous sommes le parti de centre-droit espagnol, un parti né avec la démocratie espagnole et non pas il y a un quart d'heure. Le PP n'est pas le produit d'un cercle de débats ou d'une opération médiatique* » aime-t-il à répéter, soucieux de marquer sa différence avec Podemos mais aussi Ciudadanos.

Juste après les élections régionales catalanes du 27 septembre dernier, l'ancien Premier ministre (1996-2004) José Maria Aznar (PP) a déploré que son parti n'incarne plus la défense de l'ordre constitutionnel et demandé à Mariano Rajoy de réagir à la poussée de Ciudadanos (17,9% des suffrages recueillis en Catalogne et 8,5% au PP). « *Il nous faut analyser pourquoi l'électorat de centre-droit a préféré voter pour Ciudadanos plutôt que pour le PP* » a déclaré l'ancien chef du gouvernement.

Mariano Rajoy a expliqué la performance de Ciudadanos par l'origine catalane de ce parti et s'est refusé à extrapoler à partir de résultats régionaux. Par ailleurs, le vice-secrétaire du PP, Javier Marotio, a accusé Ciudadanos d'être en fait un parti de centre-gauche qui, selon lui, s'apprêterait à s'allier avec le PSOE après les élections. Il en veut pour preuve le soutien apporté par le parti à la gauche en Andalousie. « *Comme la majorité de ses électeurs se disent de droite, Ciudadanos trompe ses électeurs* » a affirmé Javier Marotio.

Mariano Rajoy semble hésiter sur la stratégie à adopter. S'il se positionne très à droite et attaque Ciudadanos, il risque de se priver d'un allié potentiel ; s'il se positionne plus au centre, il pourrait perdre les électeurs les plus droitiers de son parti.

Le PP doit gérer un autre problème : l'implication de plusieurs de ses responsables dans des affaires de corruption. Ainsi, 186 personnes ont été mises en examen pour financement illégal, dont 74 responsables du PP (y compris Luis Barcenas, trésorier du parti) dans l'affaire Gurtel, scandale politico-financier de favoritisme dans l'octroi de marchés publics. L'ensemble des fonds détournés dans cette affaire est évalué à 43,2 millions €. Autre affaire : l'ancien ministre de l'Economie (1996-2004) Rodrigo Rato (PP) est accusé de fraude fiscale et de blanchiment de capitaux. Il est soupçonné d'avoir touché des commissions de la part de sociétés qui ont obtenu des contrats de la société Bankia, dont il était alors président, et de les avoir investies dans l'achat d'un hôtel à Berlin. Il est également inculpé pour faux en écriture lors de l'entrée en bourse de Bankia dont la faillite retentissante en 2012 a obligé l'Espagne à demander une aide internationale de 41 milliards € pour sauver son secteur bancaire. Les poursuites contre Rodrigo Rato, devenu le symbole de la corruption du pouvoir, sont extrêmement embarrassantes pour les autorités en place à Madrid. Selon le Centre de recherches sociologiques, la corruption demeure la deuxième préoccupation des Espagnols (43,7%) derrière l'emploi.

Le PSOE est emmené par Pedro Sanchez. Le 13 juillet dernier, il a devancé Eduardo Madina et José Antonio Pérez Tapias lors de l'élection primaire qui a été organisée par le parti pour désigner sa tête de liste. Pedro Sanchez a recueilli 48,6% des suffrages.

Le 20 décembre, il pourrait bénéficier du fait de ne pas avoir été au pouvoir durant les 4 dernières années, mais il ne semble pas pour autant en mesure de s'imposer. Le programme des

socialistes propose de redonner à l'Etat un plus grand contrôle sur les banques et de supprimer de la Constitution l'inscription de la règle d'or, soit la limite du déficit public du pays.

Le PSOE est également touché par les affaires de corruption. La principale est celle des ERE (*Expediente de regulación de empleo*), plan social permettant à une entreprise de licencier ses employés. Le gouvernement andalou a créé en 2001 un fonds alimenté à hauteur de 721 millions € destiné à aider les personnes se retrouvant sans emploi, payer des formations professionnelles ou subventionner des entreprises. Début 2011, la justice a révélé que ces fonds ne sont jamais parvenus à leurs destinataires mais ont été détournés par les politiques. 227 personnes ont été mises en examen dont 49 responsables politiques.

Le PSOE et le PP espèrent chacun conserver une majorité dans les circonscriptions les plus rurales du royaume où ils estiment que Podemos et Ciudadanos auront du mal à s'implanter.

LA FIN DU BIPARTISME ?

Aux élections parlementaires du 20 novembre 2011, les 2 principaux partis du pays – PP et PSOE – recueillaient 73,85% des suffrages. Au précédent scrutin du 8 mars 2008, ils en obtenaient 83,81%. Affaibli à chaque élection, le bipartisme reste néanmoins fort en Espagne.

Le 20 décembre, il paraît menacé par 2 partis : Podemos (Nous pouvons), parti de gauche, et Ciudadanos (Citoyens), positionné au centre. Les nombreuses affaires de corruption ont beaucoup joué dans l'émergence de ces deux partis. On estime à 2 000 les affaires de corruption portées devant la justice et à environ 500 le nombre de hauts fonctionnaires et politiques impliqués dans ces scandales financiers dont le coût pour Madrid est évalué à 40 milliards €/an. « *Nous sommes dans une période de tourmente politique dans laquelle se mêlent la plus grave crise économique de l'histoire de l'Espagne et une crise politique entachée par des affaires de corruption* » souligne Antonio Barroso de l'agence Teneo Intelligence.

PODEMOS

Créé en janvier 2014 et dirigé par Pablo Iglesias, Podemos s'est imposé sur la scène politique via une émission de débat politique intitulée *La tuerka* (L'écrou) et diffusée par diverses chaînes de télévision locales et sur Internet. Héritier de l'esprit des mobilisations de 2011 du mouvement des indignés qui s'est développé à l'issue de la crise économique de 2008 et s'appuyant sur l'expérience des gauches sud-américaines, Podemos considère que l'éclatement de la bulle immobilière et la crise économique qui s'en est suivie a laminé le consensus de 1978 (année de l'adoption de la Constitution démocratique espagnole).

Podemos se bat donc pour une rénovation de la démocratie et de la vie politique espagnoles à travers une transformation de la relation représentés/représentants. Pour Pablo Iglesias, les termes de « *bourgeoisie* » et de « *prolétariat* » sont trop conceptuels, il n'existe ni droite ni gauche mais « *des gens d'en bas* » et « *des gens d'en haut* », une élite et une majorité. La majorité est, selon lui, agressive par ce qu'il nomme la « *caste* », expression qui rassemble élus et élites politiques, économiques, etc. « *Nous préférons parler de peuple et d'oligarchie, de haut et de bas plutôt que de gauche et de droite* » souligne le dirigeant de Podemos.

Le parti promeut la transparence, la délibération collective, la décentralisation (il est partisan de l'autodétermination des régions). Favorable à l'Europe sociale et au maintien de l'Espagne dans la zone euro, il veut récupérer les prérogatives souveraines de l'Etat concédées à Bruxelles. Podemos promet aussi d'organiser un référendum sur la monarchie.

Podemos se bat pour transformer le modèle économique et propose le versement d'une rente mensuelle de 600 € pour les familles sans ressources et d'un complément de salaire pour les travailleurs pauvres, la hausse des allocations sociales et des aides à l'emploi, une réforme fiscale, la restructuration de la dette publique, le passage aux 35 heures de travail hebdomadaires,

le maintien de l'âge actuel de départ à la retraite, l'arrêt des coupures d'eau ou d'électricité pour les personnes ne disposant pas des ressources nécessaires pour régler leurs factures, etc.). Le parti affirme qu'il financera ces mesures par l'augmentation des impôts acquittés par les personnes les plus fortunées et le développement de la lutte contre la fraude fiscale. Très à gauche durant ses premières années, Podemos s'est recentré au fil des mois et a abandonné certaines de ses positions les plus extrêmes.

Les diplômés, voire les « surdiplômés », notamment en science politique sont surreprésentés au sein du parti. Pablo Iglesias est professeur honoraire de science politique à l'université Complutense de Madrid. Le 30 avril 2015, Juan Carlos Monedero, cofondateur du parti, a démissionné de Podemos. L'homme est accusé d'avoir reçu, en 2013, une rémunération de 425 000 € du gouvernement du Venezuela et d'autres pays latino-américains pour son travail de conseiller, notamment sur la mise en place de la monnaie unique par la banque de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Une somme sur laquelle il n'aurait pas payé d'impôts.

Le 24 juillet dernier, Pablo Iglesias a été désigné pour conduire la campagne de son parti en recueillant 94% des suffrages lors de l'élection primaire à laquelle seuls 15% des membres du parti ont participé.

Podemos, qui connaît des problèmes de *leadership* (démission de Juan Carlos Monedero et émergence de controverses autour de la personnalité de Pablo Iglesias), est en recul dans les enquêtes d'opinion depuis plusieurs semaines. La situation en Grèce, et notamment la fermeture des banques grecques l'été dernier, et les difficultés d'Alexis Tsipras (Syriza) de mener la politique pour laquelle il avait été élu, semble avoir entamé sa crédibilité.

CIUDADANOS

Ciudadanos est né en 2006 en Catalogne à partir de la plateforme civique Ciutadans de Catalunya (Citoyens de Catalogne), créée le

7 juin 2005 à Barcelone entre autres par un groupe de 15 intellectuels. Le parti s'oppose aux indépendantistes et défend le principe de l'unité de l'Espagne. Il veut régénérer le royaume. La lutte contre la corruption figure également au cœur de son programme.

Dirigé par Alberto Rivera, Ciudadanos se veut le « *parti des gens ordinaires* » et se définit comme libéral-progressiste contrairement à Podemos, favorable à la redistribution. Il demande la mise en œuvre d'un contrat de travail unique pour mettre fin à un marché du travail « *à deux vitesses, partagé entre un noyau de travailleurs très protégés et des travailleurs temporaires, beaucoup moins protégés qu'aux Etats-Unis* » selon les termes de Luis Garicano, qui a travaillé sur le programme économique du parti.

« *Podemos est né dans des circonstances extraordinaires : une crise économique profonde, une remise en cause du bipartisme, des scandales de corruption et une faiblesse des solutions politiques alternatives mais cette fenêtre d'opportunités se referme : le PP au pouvoir fonde son discours sur la reprise économique et Ciudadanos constitue une nouvelle solution* » analyse Ignacio Torreblanca, politologue, auteur de *A l'assaut des cieux. Podemos ou la politique depuis la crise*. Pour José Pablo Ferrandiz de l'institut Metroscopia, « *Podemos et Ciudadanos sont apparus grâce à la mobilisation d'une classe moyenne paupérisée par des mesures d'austérité et des citoyens en situation précaire (...) On est passé d'un moment d'indignation, parfaitement incarné par Podemos, à une demande d'oxygénation, que représente mieux Ciudadanos* ».

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DES PRÉCÉDENTS SCRUTINS DE L'ANNÉE 2015 ?

L'année 2015 a commencé par le vote des Andalous qui ont renouvelé leur parlement régional le 22 mars. Le PSOE y est arrivé en tête mais avec seulement 47 sièges (sur 109) et s'est retrouvé dans l'incapacité de gouverner seul. L'investiture

demandée par Susana Diaz a été rejetée par Podemos (15 sièges), et Ciudadanos (9) qui étaient, chacun, prêts à la soutenir sous réserve qu'elle accepte leurs conditions. Finalement, celle-ci a été investie à la tête de la région le 10 juin après un accord entre le PSOE et Ciudadanos.

Le 24 mai, 35 millions d'Espagnols de 13 régions étaient invités à désigner leurs représentants et l'ensemble des Espagnols à renouveler leurs représentants locaux au sein de 8 122 municipalités. «*Qui gagne les élections municipales remporte les élections parlementaires suivantes* » affirme un dicton espagnol. La chose s'est vérifiée en faveur du PP en 1996, en 2000 et en 2011 et en faveur du PSOE en 2004 et en 2008.

Au niveau municipal, le PP s'est imposé avec 27,1% des suffrages devant les socialistes avec 25% des voix. Ciudadanos a pris la 3e place avec 6,6% des suffrages.

Au niveau régional, le PP a recueilli 30,4% des suffrages et son rival socialiste, 24,8% des voix. Podemos a pris la 3e place avec 14,2% des suffrages devant Ciudadanos (10%).

Au niveau municipal, la droite a perdu Madrid où elle détenait la majorité absolue depuis 1991. Les 3 principales villes du pays sont désormais dirigées par des coalitions électorales issues des mouvements citoyens. Soutenue par Podemos, les écologistes de Equo et la Gauche unie (IU), Manuela Carmena est devenue maire de Madrid. Elle avait fait de la lutte contre la corruption et de la défense des services publics le cœur de son programme électoral. Ada Colau (Plateforme de lutte contre les expulsions immobilières, PAH) s'est imposée à Barcelone et Joan Ribó i Canut de la Coalicio Compromis dans la troisième ville du royaume.

Le 27 septembre, les Catalans ont renouvelé leur parlement régional lors d'élections dont le président de la Généralité de Catalogne Artur Mas (Convergence démocratique de Catalogne, CDC) avait fait un véritable référendum sur l'indépendance de sa région. L'homme a d'ailleurs comparu le 15 octobre devant la justice pour

avoir organisé le 9 novembre 2014 un référendum sur l'indépendance de la Catalogne, consultation interdite par la Constitution. Les nationalistes catalans réclament son organisation depuis 2010, année de l'invalidation par la Cour constitutionnelle d'une partie du statut d'autonomie de la région approuvé 4 années auparavant.

La coalition Junts pel si (Ensemble pour le oui, JxS), qui regroupe Convergence démocratique de Catalogne, la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), plusieurs associations souverainistes et des membres indépendantistes de partis demeurés unionistes, est arrivée en tête du scrutin avec 39,5% des suffrages. Elle a remporté 62 des 135 sièges du parlement régional.

Du côté des unionistes, Ciudadanos, emmené par Inés Arrimadas, est devenu la 2e force politique de Catalogne avec 17,9% des voix (25 sièges) devant le Parti socialiste catalan (12,7% des suffrages et 16 élus). Le PP a recueilli 8,5% des voix et obtenu 11 députés.

Le 10 novembre, le parlement catalan a adopté, par 72 voix, une résolution en 9 points qui lance le processus de rupture de la région avec l'Espagne en vue de la création d'une république indépendante en Catalogne d'ici à 2017. Le texte stipule que «*le parlement catalan n'est plus subordonné aux décisions des institutions espagnoles, et en particulier à celles de la Cour constitutionnelle* » jugées «*illégitimes* ». Il indique que dans les 30 prochains jours, le parlement commencera à travailler sur la mise en place d'une administration fiscale et d'une sécurité sociale catalanes. Le Premier ministre Mariano Rajoy a néanmoins réagi dès le lendemain en déposant un recours devant la Cour constitutionnelle pour contester le texte voté. La résolution est en effet illégale, l'article 2 de la Constitution affirmant «*l'unité indissoluble de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols* ». Le dépôt du recours entraîne la suspension de la résolution adoptée par le parlement catalan.

A la fin du mois d'octobre, Mariano Rajoy a constitué un pacte pour l'unité nationale avec le PSOE et Ciudadanos. Podemos, partant au départ,

s'en est ensuite distancé. Anton Losada estime que la menace séparatiste pourrait profiter au Premier ministre sortant. « *Ayant vu que son discours sur la reprise économique ne fonctionnait pas avec un chômage de masse toujours au-dessus de 22%, Mariano Rajoy a recours au plan B : le discours autour de l'Espagne qui se casse* » a souligné le politologue.

LE SYSTÈME POLITIQUE ESPAGNOL

Le Parlement (Cortes generales) est bicaméral et comprend le Sénat, chambre haute, et le Congrès des députés, chambre basse. Ce dernier compte de 300 à 400 députés (350 dans l'actuelle chambre), élus au moins tous les 4 ans au scrutin proportionnel plurinominal (selon le système d'Hondt avec des listes bloquées et fermées) au sein de 48 des 50 circonscriptions provinciales espagnoles – Ceuta et Melilla votant au scrutin majoritaire simple – dont chacune désigne au moins 2 députés (un seul pour Ceuta et Melilla). Le reste des sièges est réparti entre les provinces en fonction de leur population. Les plus importantes circonscriptions sont Madrid (36 sièges), Barcelone (31), Valence (15), Séville et Alicante (12), Malaga (11) et Murcie (10). Une liste doit obtenir au minimum 3% des suffrages pour être représentée au Congrès des députés.

Le Sénat compte 208 membres élus au suffrage universel (sénateurs provinciaux) et 56 représentants désignés par les 17 communautés autonomes du pays (sénateurs communautaires). Chacune des 50 provinces élit, quel que soit son nombre d'habitants, 4 sénateurs provinciaux au scrutin majoritaire, à l'exception de Ceuta et Melilla qui en désignent 2 et des îles Baléares et Canaries dont chacune des grandes îles (Grande Canarie, Majorque et Tenerife) en élit 3 et chacune des plus petites (Ibiza-Formentera, Minorque, Fuerteventura, Gomero, Hierro, Lanzarote et Palma), 1. En outre, chaque communauté autonome désigne (au scrutin proportionnel) un sénateur communautaire plus un sénateur supplémentaire pour chaque million

d'habitants. Ce système favorise les régions les moins peuplées.

Au total, la chambre haute compte 264 membres. Les élections sénatoriales se déroulent le même jour que celles du Congrès des députés.

En Espagne, la loi sur l'égalité interdit à toute liste de présenter plus de 60% de candidats d'un même sexe lors de toute élection.

9 partis politiques sont représentés dans l'actuel Congrès des députés :

- Le Parti populaire (PP), créé en 1977 et conduit par le Premier ministre sortant Mariano Rajoy, possède 186 sièges ;
- Le Parti socialiste ouvrier (PSOE), fondé en 1879 et dirigé par Pedro Sanchez, compte 110 députés ;
- Gauche unie (IU), fondée en 1986 et dirigée par Cayo Lara Moya, possède 11 sièges ;
- Union, progrès et démocratie (UPyD), parti social-libéral créé en 2007, opposé à tout nationalisme et dirigé par Andres Herzog, compte 5 députés ;
- Convergence et union de Catalogne (CiU), née en 1978 et emmenée par Artur Mas, possède 16 sièges ;
- Amaiur, parti basque fondé en 2011, conduit par Xabier Mikel Errekondo et positionné à gauche sur l'échiquier politique, compte 7 députés ;
- Le Parti nationaliste basque (EAJ/PNV), fondé en 1984 et dirigé par Andoni Ortuzar, possède 5 sièges ;
- la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), fondée en 1931 et présidée par Oriol Junqueras i Vies, compte 3 députés ;
- Le Bloc nationaliste galicien (BNG), créé en 1982 et dirigé par Xavier Vence, possède 2 sièges.

Le PP est également majoritaire au Sénat : il a remporté 136 sièges lors des dernières élections du 20 novembre 2011. Le PSOE a obtenu 48 sénateurs ; Convergence et union de Catalogne, 9 ; Accord pour le progrès de la Catalogne (PSC-ICV-EUiA), 7 ; le Parti nationaliste basque, 4 ; Amaiur, 3 et la Coalition des Canaries, 1. 56 sénateurs ont été élus par les communautés autonomes.

Rappel des résultats des élections parlementaires du 20 novembre 2011 en Espagne

Participation : 71,69%

| Partis politiques | Congrès des députés | | | Sénat |
|--|----------------------------|-----------------------------------|------------------|------------------|
| | Nombre de voix recueillies | Pourcentage des suffrages obtenus | Nombre de sièges | Nombre de sièges |
| Parti populaire (PP) | 10 830 693 | 44,62 | 186 | 136 |
| Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) | 6 973 880 | 28,73 | 110 | 48 |
| Gauche unie (IU) | 1 680 810 | 6,92 | 11 | 0 |
| Union, progrès et démocratie (UPyD) | 1 140 242 | 4,69 | 5 | 0 |
| Convergence et Union (CiU) | 1 014 263 | 4,17 | 16 | 9 |
| Amaiur | 333 628 | 1,37 | 7 | 3 |
| Parti nationaliste basque (EAJ/PNV) | 323 517 | 1,33 | 5 | 4 |
| Gauche républicaine de Catalogne (ERC) | 256 393 | 1,05 | 3 | N/A |
| Bloc nationaliste galicien (BNG) | 183 279 | 0,75 | 2 | 0 |
| Accord pour le progrès de la Catalogne (PSC-ICV-EUiA) | | | | 7 |
| Autres | 1 202 871 | 5 | 5 | 1 |

Source : <http://www.infoelectoral.interior.es/min/busquedaAvanzadaAction.html;jsessionid=DA902080564C11DAE6899021D3A18276.app2>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.